

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 566 29 avril 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

Le 28 avril était la fête de Saint Louis-Marie Grignon de Montfort. Il était, notamment, l'auteur du traité de la vraie dévotion à la Sainte Vierge, que le pape Jean-Paul II avait sur lui quand il travaillait à l'usine Solvay à Cracovie. Il préconise de se consacrer à la Vierge, dans ce qu'il appelle le « saint esclavage ».

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

LA GRANDE MISERE DES POLES DE COMPETITIVITES

Une des tares des systèmes dirigistes est de vouloir copier et, même, singer les expériences qui se déroulent dans le libre marché et nécessairement la copie se trouve inefficace. C'est ainsi que les énarques avaient remarqué le phénomène tout à fait naturel du développement de certains pôles de compétitivité en Amérique, comme la fameuse Silicon valley, où la recherche, les universités et les entreprises prospèrent ensemble.

Ils n'ont pas constaté ou n'ont pas voulu voir que l'essentiel se trouve dans la liberté et que la cohérence de ces ensembles ne peut se réaliser que dans la liberté totale sans que l'État intervienne.

De ce fait, ils ont créé artificiellement par la force de la loi en France des pôles de compétitivité. Ces pôles ont été créés en 2006 et déjà l'on remarque qu'ils ne fonctionnent pas ou mal. Certains les trouvent trop nombreux et d'autre pas assez tournés vers les PME ou l'international. De ce fait les pouvoirs publics ont lancé une grande parlotte sous forme de colloque pour les améliorer !

L'État a consacré 887 000 000 d'euros pour ces 71 pôles. Les 887 millions d'euros et ce qui les a accompagné ont nécessairement créé du chômage. Du coup le gouvernement a lancé, en plus de la parlotte, un audit mené par deux cabinets dont le fameux Boston Consulting Group. Le secrétaire d'État à l'industrie, Luc Chatel, a lancé cette évidence solennelle : « l'innovation est une composante essentielle de la croissance et de l'emploi ». Il n'a pas osé ou voulu dire que l'essentiel de la croissance et de l'emploi repose sur la liberté.

C'est au même moment que tout le monde s'interroge sur la question : « à qui profite vraiment la politique de recherche s'incarnant dans le crédit impôt recherche ? ». Il ne vient à personne au niveau étatique l'idée de supprimer l'aide à la recherche pour laisser celle-ci obéir aux marchés.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LA FAUSSE DROITE EN ITALI E

Nous avons déjà attiré l'attention sur la ressemblance étrange entre Berlusconi et Sarkozy. Tous les deux sont présentés comme des hommes de droite alors qu'en fait lorsqu'ils sont au pouvoir ils pratiquent soit de l'immobilisme soit une politique de gauche.

En tout cas, la propagande habituelle joue dans le même sens pour tous les deux et les médias continuent à les considérer comme des hommes de droite, surtout quand il faut les vitupérer.

Le journal de gauche Libération titre : « au secours Berlusconi revient ».

LES FANTASIES DU BAC

Le concept même d'une prétendue éducation prétendue nationale conduit à des bizarreries menant à la ruine de l'instruction en général. C'est ainsi que le baccalauréat, objet de toutes les attentions, est, comme on le sait, décerné parfois avec une légèreté coupable. L'on ignore souvent qu'il y a des matières qui donnent droit à des notes comme : le surf, l'escalade, le rugby la planche à voile, la danse contemporaine. Dans l'académie d'Aix-Marseille, on peut présenter une option escalade ; en Bretagne, on peut montrer ses talents dans la pratique de la voile.

Parmi les langues, 59 langues vivantes ou régionales sont possibles. Il y a le persan, l'arménien, le laotien et le peul. Il est probable qu'il existe environ 500 possibilités de combinaisons pour présenter le baccalauréat. Quel rapport ces disciplines ont-elles avec un examen purement intellectuel ? Les plus malins de nos lecteurs sont priés de nous l'apprendre.

Le concept même de prétendue éducation prétendue nationale est socialiste par définition. Une nouvelle fois, le socialisme montre ses effets sur la ruine. Il faut entretenir à grand prix des professeurs de certaines langues improbables pour simplement quelques élèves et encore dépenser davantage pour un examen dont la signification se détériore d'année en année.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

LA HALDE

Nous avons souvent entretenu les lecteurs de l'action pernicieuse et mensongère de la Halde. Cette organisation bureaucratique développe la discrimination dès lors que celle-ci plaît à son président ainsi qu'au pouvoir qui manipule le président et lutte contre les autres.

Le président n'est autre que Monsieur Schweitzer, ancien président de Renault.

Un lecteur nous signale qu'il vient de se prendre lui-même les pieds dans le tapis puisqu'il a envoyé des espions dans la firme Renault qu'il avait dirigé naguère. Ces espions ont remarqué que Renault pratiquait à l'embauche des discriminations raciales qui ne plaisent pas à la Halde. Il s'est donc tiré en quelque sorte une balle dans le pied en condamnant Renault.

Dans cette histoire, une horreur juridique nouvelle apparaît : la loi prévoit que c'était Renault qui aurait dû prouver son innocence et non pas que c'était la victime qui devait prouver son état de victime.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 28 AVRIL 2008

USINES A GAZ

Ne voulant absolument pas réaliser la rupture, quitte à seulement en « causer », le président Sarkozy s'attache à des chimères qui sont le plus souvent de simples constructions intellectuelles en forme d'usines à gaz.

Voici quelques-unes d'entre elles concernant des réformes en projet, en cours ou réalisées.

Réforme institutionnelle : à l'instabilité gouvernementale de la IVe République, la Ve république a fait succéder une incroyable instabilité constitutionnelle. Il y a eu, sauf erreur, 21 changements dans la constitution. Qui peut croire que le droit éventuel pour le président de la république de s'adresser aux assemblées puisse donner de l'argent au peuple français et nourrir ceux qui ont faim? La loi fondamentale des USA n'a pratiquement pas bougé depuis 300 ans.

Heures supplémentaires : la mesure, présentée comme un chef-d'œuvre d'intelligence, est tellement complexe que beaucoup d'entrepreneurs privés hésitent à s'y engager ; ils ne le font, d'ailleurs, que si le marché le demande de sorte que la mesure était parfaitement inutile. Son prétendu succès cache mal qu'en fait ce sont les fonctionnaires qui en profitent le plus. Dans la réalité, c'est, donc, une augmentation masquée de la richesse des fonctionnaires.

Effacement de l'ISF contre l'investissement dans les PME : il n'est pas possible d'imaginer une usine à gaz plus compliquée que celle que l'on inflige aux marchés financiers et, ceci, pour ne pas supprimer purement et simplement l'ISF, comme la rupture le demandait et comme l'opinion publique était parfaitement préparée avec la communication nécessaire à l'accepter. L'usine à gaz oblige les acteurs financiers à une gymnastique tout à fait

incompatible avec une bonne gestion des placements financiers et, bien entendu, les conduit à facturer leur intervention d'une façon extrêmement coûteuse.

Développement des jeunes entreprises innovantes : pourquoi créer une nouvelle catégorie arbitraire d'entreprises alors que nous sommes noyés déjà sous les catégories et multiples entreprises ?

Grenelle du développement durable : cette parlotte a abouti à une série de mesures tout à fait redoutables pour l'économie alors que personne ne sait dans la langue française, telle qu'elle se pratique, ce que signifie l'expression « développement durable ».

Suppression des droits de donation et de succession pour certains contribuables : certes, des contribuables vont en profiter. La conséquence est une complication accrue dans l'analyse des perspectives dans ce domaine. Il était si facile de supprimer la totalité des droits de succession et de donation ce qui serait la vraie rupture et ce que d'autres pays ont fait.

Création de la chaîne des droits opposables : nous ne nous attarderons pas sur ce « dispositif » dont nous avons déjà souligné la perversité. L'innovation juridique meurtrière qu'elle représente avec des possibilités d'extension à l'infini va contraindre juridiquement tout le corps social à s'engager dans le dirigisme jusqu'à en mourir.

Dans cette situation délétère, l'opposition crie que l'on s'oriente vers la rigueur et la fausse droite est bien obligée de penser que la rigueur ne pourra pas être évitée.

Avant d'aller plus loin, une dernière remarque est importante et n'est jamais, semble-il, formulée nulle part. La rupture ne doit pas du tout être confondue avec une prétendue rigueur. La vraie rupture doit être au contraire le signe et le moyen d'un retour rapide à la prospérité pour tous.

En revanche, un vrai pouvoir libérateur devrait s'appliquer à lui-même la rigueur, c'est-à-dire réduire de façon drastique ses propres avantages matériels qu'ils soient visibles ou invisibles et cela notamment aux échelons les plus élevés. Cette rigueur devrait atteindre tout l'ensemble des prédateurs étatiques : politiques, hauts fonctionnaires, syndicalistes, présidents de société d'économie mixte, ceux que je dénomme, pour résumer, les « Hifis ». Le calcul montre que le détournement d'argent en faveur des ces prédateurs représente environ 10 % du PIB. A lui seul il explique en partie la pauvreté et jusqu'à la faim d'une partie de la population : quelle que soit la franchise de cette constatation, il ne faut pas hésiter à l'écrire.

Rigueur pour le sommet égalerait prospérité rapide pour tous... .

Une objection sur ce point peut être formulée : est-ce possible de l'imaginer compte tenu des « droits acquis » et des us et coutumes de ces prédateurs ?

C'est, certes, difficile car un pouvoir libérateur s'appliquant à lui-même la rigueur devrait être composé de personnes ayant une force d'analyse et de réflexion très supérieure jointe à un idéal moral très élevé : l'histoire récente est décourageante sous cet angle et conduit à

penser que ce type de personnes n'existe pas dans les fausses élites qui manipulent la France depuis des décennies.

La réponse se trouve toutefois dans l'histoire multiséculaire de la France. Les « tournants » majeurs où ce type de personnes a surgi d'une façon imprévisible sont extrêmement nombreux.

Bon courage à tous dans l'enchevêtrement des tuyauteries de l'usine à gaz universelle !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

CITATIONS

CHANGER L'OR EN PLOMB

Voici une citation : « Nicolas Sarkozy avait une légitimité très forte : il a gagné une des plus belles élections présidentielles de la Ve république. Il avait de l'or dans les mains. Il a transformé cet or en plomb ».

L'on pourrait croire que cette citation est due à un membre de la majorité présidentielle tant celle-ci est déçue ; elle est due à Pierre Moscovici qui est socialiste et voudrait bien être nommé secrétaire du parti socialiste.

Jean-Yves COUSTEAU :

Pour bien comprendre l'idéologie à laquelle se rattachait le Commandant Cousteau, icône des médias, il est intéressant de rappeler ce qu'il écrivait dans le courrier de l'Unesco en Novembre 1991 : « Il faut que la population mondiale se stabilise. Pour cela, il faut éliminer 35000 personnes par jour ».

Si l'on calcule bien, cela fait 127 750 000 par an, soit 500 millions en 4 ans, soit à peu près les victimes du nazisme et du communisme réunis.

REVUE DE PRESSE

L'AVEU TRAGIQUE

Monsieur Augustin de Romanet, directeur général de la caisse des dépôts et consignations, est un HIFI de très haut niveau. Il vient de faire un tragique aveu dans la presse.

« La plus grande fierté professionnelle de ma vie est d'avoir réussi lors de la préparation du plan de cohésion sociale Borloo en 2004 à faire travailler ensemble six cabinets ministériels».

Cela veut bien vouloir dire que pour une question quelconque il faut réunir six cabinets ministériels pour travailler ensemble. Il a ajouté : « en quelques jours j'ai réussi à mettre sur pied une équipe transversale de 75 collaborateurs. Cinq ministres délégués ou secrétaires d'État participaient à la réflexion... ».

C'est un aveu horrible des dysfonctionnements inévitables de l'Etat obèse.

LES FAUX AU MUSEE DU QUAI BRANLY

Nos lecteurs savent que ce musée est dû aux caprices d'un seul homme, à savoir l'ancien président de la république Jacques Chirac. Il a ruiné correctement la France dans des proportions particulièrement importantes.

Voici que maintenant il se révèle dans la presse qu'une pièce soi-disant précolombienne qui en faisait l'ornement se trouve être un faux. Il s'agit d'un crâne de cristal haut de 11 centimètres et pesant plus de 2,5 kilos et tout le monde le pensait d'origine Aztèque. Il est reconnu maintenant par tous les scientifiques qu'il s'agit d'un objet créé au XIXe siècle en France.

LES BREVES

LA VENTE DES ARMES EN AMERIQUE

Le droit de se défendre en portant les armes est inscrit dans la constitution aux États-Unis depuis le début. Un article du journal présent nous montre pourquoi et comment les Américains y tiennent. Quatre Américains sur cinq affirment que la possession d'un pistolet, d'un revolver ou d'un fusil fait partie des libertés fondamentales. En juin 1976 à Washington, capitale fédérale, ont été votés des limites au port des armes. Pratiquement,

seuls les policiers avaient le droit d'en avoir une. Le résultat fut catastrophique : la capitale est devenue une des villes les plus dangereuses du pays.

D'après les statistiques, toutes les 20 secondes, un Américain brandit une arme pour se défendre et, très souvent, l'agresseur impressionné abandonne son projet homicide.

D'autres statistiques ont été établies. La comparaison fut faite entre 31 Etats dont les lois permettaient de dissimuler une arme dans une poche ou un sac à main et d'autre part 19 États où la sécurité des citoyens reposait sur ses poings, la fuite ou la police. Le résultat fut de montrer que les Etats où la liberté du port des armes existait étaient les plus sûrs. Si leur législation avait été copiée on aurait évité chaque année 45 000 agressions, et 1450 meurtres.

Revenant à Washington les mêmes analystes disent que la ville est devenue plus dangereuse que Bagdad.

LES SERVICES A LA PERSONNE

Une catastrophe s'annonce pour les services à la personne. En effet, les pouvoirs publics ont remarqué qu'ils ont tendance à se développer en particulier compte tenu du vieillissement de la population et de la nécessité pour certaines femmes d'être aidées à la maison dès lors qu'elles travaillent à l'extérieur de la maison. Tant mieux : voici un secteur qui embauche.

De ce fait, certains journalistes n'annoncent rien de bon : il s'agirait de les encadrer. Il en résulterait bien entendu le développement d'administrations publiques nouvelles, de règlements multiples et par un ricochet inévitable de freiner l'expansion d'un marché qui démarre bien.

LES COMPTES DE LA SNCF

Nous avons déjà dit que ses comptes ne peuvent pas être acceptés comme tels et qu'en particulier le prétendu bénéfice d'un milliard d'euros qui aurait été réalisé par l'entreprise en 2007 ne peut être admis sans un examen attentif.

Les révélations viennent au compte-gouttes. C'est ainsi que nous apprenons que le Réseau Ferré de France R. F. F. a récupéré la plus grosse part de la dette de la SNCF soit 20 milliards d'euros et que les revenus de cette société ne peuvent pas couvrir la charge de sa dette.

Les projets de création de lignes TGV nouvelles vont alourdir l'endettement de 7 milliards d'euros et plomber l'entreprise de 1,4 milliards d'euros de frais financiers. RFF a perdu l'an dernier 800 millions d'euros.

Aujourd'hui 13 600 km de voies qui ne représentent que 6 % du trafic sont en mauvais état.

Les subventions de l'Etat atteignent 13 milliards qui sont inclus dans le chiffre d'affaires de 21 milliards ; il n'y a donc que 8 milliards seulement de recettes véritables.

Les dettes sont de 4,5 milliards s'ajoutant à la dette de RFF.

LES ASCENSEURS

L'on sait que le gouvernement en France ne gouverne plus, puisqu'il est le petit doigt sur la couture du pantalon devant l'autorité européenne. C'est à l'autorité européenne que nous devons une normalisation générale des ascenseurs suivant des normes tout à fait insupportables.

Il en résulte que dans tous les logements la rénovation des ascenseurs vont avoir lieu alors que très souvent ce n'est pas du tout nécessaire à la sécurité ; mais on est obligé d'obéir aux diktats européens.

La conséquence est qu'il existe un véritable embouteillage dans le métier des ascensoristes et que les frais de copropriété vont énormément augmenter.

Une autre conséquence est bien évidemment que les propriétaires bailleurs de leurs biens vont devoir augmenter les frais en conséquence au détriment des locataires. Cette terrible histoire des ascenseurs est à mettre au débit de la politique du gouvernement qui ainsi détruit franchement au pouvoir d'achat

DOCUMENTS

Nous transmettons les documents tels que nous les recevons et ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Reformes : annonce et réalité

Dans le Monde du 26 mars 2008, Mr Sapin (PS) juge « *inéluçtable une augmentation des impôts* ». Mais pareille évolution est inéluçtable dans un esprit socialiste incapable par principe d'envisager une diminution de la dépense publique. On attend une véritable rupture à ce niveau là aussi de la part du gouvernement car le sens et l'objectif des réformes devraient être une diminution du niveau global des prélèvements tant il est acquis qu'au-delà d'une certaine pression fiscale (le poids des impôts) et sociale (le poids des charges) que nous avons allègrement dépassé, c'est toute l'économie qui risque l'implosion, emportée par de puissants effets d'éviction qui sont l'équivalent économique des trous noirs cosmiques.

De même qu'une dette soutenable est une dette stable, des finances publiques maîtrisées se doivent d'être des finances stabilisées. L'inflation qui ronge insidieusement le pouvoir d'achat, que l'on prétend relancer par ailleurs, provient en dernière instance d'une inflation de prélèvements. Que ces prélèvements soient directs, indirects ou ponctionnés à la source, ils amputent toujours et seulement le revenu disponible des ménages, produisant le même effet qu'une monnaie dépréciée par l'inflation.

Imaginez par exemple que vous travaillez au temps t pour un salaire nominal de 100, mais vous êtes ensuite payé au temps $t+1$ avec 100 unités monétaires. Si l'inflation se déchaîne entre temps, les unités monétaires n'auront plus un pouvoir d'achat de 100. Mais il en est de même si des prélèvements de toute sorte s'abattent sur votre revenu au moment où on vous le distribue (impôt sur le revenu) ou au moment où vous l'utilisez (taxes). C'est pourquoi si l'on admet que l'inflation est un impôt déguisé, il est tout aussi vrai de considérer que l'impôt est aussi une inflation déguisée.

Dans ce contexte, la réforme consiste à baisser cette pression générée par des prélèvements à la dérive. Or pour stopper structurellement la dérive des prélèvements, il faut réduire la progression des dépenses publiques dans la mesure où les prélèvements constituent les recettes publiques permettant de financer les dépenses publiques. Tel est le véritable sens d'une réforme. Or qu'entend-on aujourd'hui : pour financer la réforme en cours, il faut s'attendre... à une hausse des impôts. Diantre, quelle rupture ! Mais de quelle réforme parle-t-on ? En France, réforme ou pas, les impôts progressent et se multiplient. Hélas, la progression prévisible des impôts est plus le signe inquiétant et la conséquence de l'absence de réformes (dans le sens défini plus haut) que de sa mise en œuvre. Encore une fois, nous restons prisonniers de ce contresens qui conduit à considérer que l'équilibre des finances publiques est menacé par la faiblesse de la croissance alors que c'est notre incapacité structurelle à maîtriser les finances publiques qui compromet encore et toujours le retour de notre croissance.

Sous l'ancien régime, le seigneur changeait le nom des impôts pour éviter les soulèvements populaires que provoquait une pression fiscale trop forte et trop voyante, inventant la gabelle ou la dîme. A cette époque, les plus éclairés avertissaient déjà : on peut bien appeler une nouvelle taxe « la taxe sur les vaches », mais ce ne sont pas les vaches qui paient les taxes. Les régimes changent mais les méthodes demeurent.

Aujourd'hui, on fait des distinctions entre l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le capital ou l'impôt sur le bénéfice comme si ces entités différents payaient des impôts. Au final, ce sont toujours les ménages qui constituent les foyers fiscaux et ils paieront successivement les différents impôts, s'acquittant de l'impôt sur le revenu quand ils travaillent, de la TVA quand ils consomment ou de l'impôt sur le capital quand ils décident, par prudence et sage gouvernance, d'épargner en vue de se constituer un patrimoine. Un même flux de revenu se sera taxé au moins trois fois : il n'y a rien de tel pour rétrécir le revenu disponible, et notamment le pouvoir d'achat dont on prétend par ailleurs se soucier.

Jean-Louis Caccamo

Perpignan, le 28 avril 2008

<http://caccamo.blogspot.com/>

http://cozop.com/chroniques_en_liberte

http://www.libres.org/francais/livre_semaine/1608_clarke_france.htm

GOD SAVE LA FRANCE

Publié en anglais sous le titre A year in the merde, le livre de Stephen Clarke – God save la France (Pocket, 2008) - est une radioscopie féroce mais très drôle de notre pays.

Pas la peine de lire des études sophistiquées ou des essais bourrés de statistiques et de chiffres sur la France d'aujourd'hui. Un court roman réaliste vaut plus que les analyses sociologiques ou les tableaux économiques. Dix ans après son séjour dans notre pays, le journaliste Stephen Clarke a voulu écrire une sorte de guide à l'usage de ses concitoyens. Pas forcément pour les mettre en garde contre certaines mœurs françaises mais tout simplement parce qu'il a essayé de comprendre pourquoi autant de fonctionnaires et autant de grèves, quelles sont les raisons de l'antiaméricanisme des Français, la cause de leur aversion au libéralisme ou bien pourquoi même les entreprises privées ont été contaminées à l'étatisme.

« Les Français se comportent comme une femme dédaignée, pense le narrateur. Jadis, en 1940, ils ont bien essayé de nous déclarer leur flamme ; nous avons répondu par des ricanements à propos de leur accent et de leur général à gros nez, de Gaulle. Depuis, nous ne pensons qu'à les empoisonner avec notre nourriture infecte et à éradiquer la langue française de la surface du monde. Pour se venger, ils construisent des camps de réfugiés à l'entrée de l'Eurotunnel et refusent toujours de manger de notre vache, des années après qu'elle a été reconnue saine ».

Ces Français ont l'air de se venger en méprisant notre héros. Les filles l'évitent, son boss le méprise dans un premier temps jusqu'à ce qu'il trouve son intérêt : importer en cachette de la viande bovine anglaise et la vendre sur le marché français, ses collègues de travail se moquent de tout ce qu'il essaie de leur apporter de l'Angleterre. Au fur et à mesure de son « intégration », il découvre les tares du système social : en France, si un ouvrier ne tient pas la cadence il n'est pas viré comme de l'autre côté de la Manche. Il appelle l'inspecteur du travail, il se plaint et si on ne lui paye pas des indemnités le syndicat se met en grève et c'est la... . « merde générale ». Durant son séjour, il a connu les grèves des serveurs, de La Poste ou bien des transports en commun. Et aussi celle(s) des aéroports et d'Air France. Un jour, il est interloqué par une grève des balayeurs parisiens : « Pourquoi font-ils la grève ? demandai-je en tentant de retenir mes larmes. A cause de leurs balais... Leurs balais, articulai-je péniblement. Oui, ils veulent des balais plus sérieux ! On lui expliqua que les balayeurs réclamaient des

engins plus gratifiants, des bidules automatiques qu'on porte sur l'épaule et qui ressemblent à des brosses à dents électriques géantes. Les responsables de la voirie avaient refusé, les employés se mettaient donc en grève... ».

Faire ses papiers, obtenir une carte de séjour, chercher un appartement relèvent de l'exploit pour un étranger qui ne connaît pas la bureaucratie et les mœurs françaises : « Je me rendis à la préfecture le matin suivant, me frayant un chemin sur un marché aux fleurs que les balayeurs grévistes n'avaient pas nettoyé... Je fus expédié dans une queue où l'on attendait son tour d'être humilié par une fonctionnaire dans une cabine blindée. Une demi-heure d'attente, puis la femme jeta un œil à mes documents et m'expliqua qu'il fallait photocopier plus de pages et qu'il ne fallait pas sourire sur les photos. Retour à la case départ ».

En cherchant un appartement, il découvre le système des HLM et ses abus. La fille de son patron habitait dans un HLM en plein Marais alors que le père, très riche, détenait plusieurs appartements parisiens. Il abandonne sa tentative de comprendre le pourquoi de la situation et profite de la situation : la fille du patron lui sous-loue le HLM...

La cuisine française ? Oui, très bonne mais pourquoi diable toutes ces subventions à l'agriculture ? Faut-il demander l'argent des contribuables pour faire du saucisson ? Ou fabriquer du pain ? Les Anglais s'opposent aux subventions bruxelloises car cela empêche la libre concurrence. Essayez d'expliquer cela à l'amateur de bon fromage. Peine perdue pour notre British...

Expliquer aussi pour quoi les Anglais ont décidé de suivre les Américains en Irak. Les Français ont préféré écouter leur président et organiser des dizaines de manifestations pour la paix. Cet engagement belliqueux de son pays lui à même fait perdre sa petite amie française... Une invitation à Venise tombe à l'eau à cause de la guerre : « Ca va devenir trop dangereux de voyager, dit Alexa. Une guerre en Irak, ça va faire croire aux musulmans qu'on les déteste et y aura des terroristes partout. T'as raison. Dommage que Chirac ne puisse pas se faufiler dans Bagdad et persuader Saddam de devenir un mec sympa, fis-je rêveusement. Alexa gigota pour se débarrasser de mon bras et me dévisagea. C'est censé être ironique ? Non. Je ne comprends pas les Anglais ! soupira-t-elle. Soutenir les Américains. Qui ne pensent qu'à une chose : défendre leurs intérêts ». Et la belle histoire d'amour prit fin le soir même. Comme le contrat de travail. Licencié pour... raisons économiques ce qui n'a pas entamé l'humour du héros toujours impuissant face aux réactions des Français.

**Bogdan Calinescu
Le 18 avril 2008**

<http://www.amazon.fr/God-save-France-Stephen-Clarke/dp/2841113183>

Présentation de l'éditeur

Les tribulations d'un jeune anglais au pays de la lingerie féminine, des suppositoires et des grèves - surprises... Nom : Paul West. Age : 27 ans. Costume : Paul Smith. Langue française : niveau très moyen. Fonction : jeune cadre dynamique promis à un grand avenir. Occupation : déjouer les pièges potentiellement désastreux du quotidien français. Ambition : qu'un jour un garçon de café viennois le serve quand il le hèle. Hobby : lingerie féminine. Signe particulier : Paul West serait le fruit d'un croisement génétique entre Hugh Grant et David Beckham. Histoire d'un succès : Stephen Clarke, journaliste installé en France depuis dix ans, écrit un petit " guide de survie " à l'usage de ses compatriotes en exil. Il imprime l'ouvrage à deux cents exemplaires, le met en vente sur son site Internet et le livre lui-même à domicile. Le bouche à oreille faisant son œuvre, le texte est remarqué par quelques libraires et journalistes, et s'écoule à plusieurs milliers d'exemplaires à Paris avant qu'un éditeur anglais en acquière les droits. Le livre devient un best-seller au Royaume-Uni. Il doit aujourd'hui paraître dans seize pays. Stephen Clarke travaille à la suite des aventures de Paul West.